

Ligue du LOL L'onde de choc atteint les écoles de journalisme

DEPUIS QUELQUES JOURS, à la suite des révélations sur la Ligue du LOL – ce groupe informel de trentenaires issus des médias et de la communication abritant des cyberharceleurs –, la parole se libère au sein des écoles de journalisme. Des témoignages d'étudiantes et d'étudiants victimes de ce type d'agressions, relatant un climat sexiste ou homophobe, émergent. Les écoles commencent à prendre la mesure du problème. Mais s'exprimer n'est pas toujours facile dans une profession où la concurrence est forte, et les débouchés peu nombreux.

Les écoles de journalisme face au harcèlement

La Ligue du LOL a fait émerger des témoignages d'étudiants victimes de sexisme ou de harcèlement

ENQUÊTE

Depuis quelques jours, à la suite des révélations sur l'existence d'un cyberharcèlement mené par des trentenaires issus des médias et de la communication, la parole se libère au sein des écoles de journalisme. A l'ESJ Lille tout d'abord, l'une des plus renommées et surtout celle dont est issu le fondateur du groupe informel la Ligue du LOL, Vincent Glad. L'incident était jusqu'ici resté entre les murs de l'école. Il s'est déroulé en septembre 2017, peu avant la déflagration #metoo. Dans un amphithéâtre bondé de l'ESJ, Sandrine Rousseau, une des quatre élues écologistes qui avaient accusé publiquement Denis Baupin de harcèlement et d'agressions sexuelles, intervient devant une cinquantaine d'étudiants sur les stéréotypes de genre dans les médias.

Elle en garde un souvenir cuisant. Un petit groupe de jeunes hommes, dans le style « boy's club », ne cesse de marquer sa désapprobation par des « moqueries, des rires, des choses vraiment désagréables », témoigne Sandrine Rousseau. « Si la fille est bourrée, on peut quand même en profiter ! », lance l'un d'eux. Un malaise s'installe, selon les témoignages recueillis par *Le Monde*. Alors qu'elle évoque en fin d'intervention les titres de presse employant l'expression « crime passionnel », lorsqu'il s'agit de meurtre ou d'assassinat, elle est interpellée sur la sincérité de son combat.

Sur le moment, elle n'a pas trouvé les mots, finissant par claquer la porte. Dès le lendemain, elle les a couchés dans une lettre aux « étudiant.e.s » : elle s'attendait à un « débat sur l'ampleur des violences faites aux femmes et les ressorts sociaux de ces violences, pas un procès en stigmatisation ou en cupidité ». « La Ligue du LOL ne m'a

pas étonnée, lorsque c'est sorti », dit-elle aujourd'hui. Une étudiante présente ne comprend toujours pas. « J'ai eu honte, mais en même temps cela ne correspond pas à ce que nous sommes au quotidien », observe-t-elle, sous le couvert de l'anonymat. Certaines élèves ont envoyé à titre personnel un mail d'excuses à M^{me} Rousseau.

Groupe « Ultim-hate »

Derrière ces agissements, on retrouve des garçons, une minorité qui peut faire du bruit ou entonner des chants racistes, sexistes ou homophobes dans un bus en direction d'un tournoi de foot, selon les accusations portées par un autre étudiant, sur Twitter, dimanche 10 février. La direction a annoncé l'ouverture d'une enquête interne sur cet incident, après que l'épisode a été évoqué avec les étudiants, mardi, à la suite des révélations sur la Ligue du LOL. Ont également été soulevés les propos d'une ancienne étudiante, Nassira El Moaddem, ex-directrice du Bondy Blog, qui accuse deux camarades de promotion, Hugo Clément – aujourd'hui à Konbini – et Martin Weill – à « Quotidien » sur TMC – de l'avoir harcelée en 2012. Eux se défendent en évoquant une blague de potache.

A l'école de journalisme de Grenoble, plusieurs diplômées, désormais dans la vie active, ont témoigné sur Twitter, des railleries et des moqueries permanentes subies de la part de certains camarades durant leurs études, notamment sur un groupe Facebook inter-promo en 2016. « Dès qu'on faisait une remarque sur Twitter, qu'on publiait une photo, qu'on faisait un post de blog, on recevait forcément un commentaire désagréable », rapporte Marylène, 25 ans, aujourd'hui journaliste dans une chaîne de télé locale. « Cela ne met pas en confiance avant d'entrer dans le monde du travail »,

ajoute-t-elle, encore inquiète de devoir en croiser certains.

D'autant qu'elle et les autres personnes visées ont découvert, dans les jours qui ont suivi l'affaire de la Ligue du LOL, que les commentaires désobligeants, voire les insultes, se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui sur un groupe privé intitulé « Ultim-hate », réunissant une quinzaine d'ex-étudiants. L'un des membres, qui a décidé d'en sortir, a dévoilé son contenu.

« Nous avons été bouleversés par ces agissements, ces propos haineux, que nous condamnons, confie la codirectrice de l'école, Roselyne Ringoot, qui a immédiatement organisé un moment de discussion avec ses étudiants, mardi. Nous ne l'avons pas vu venir, il faut que nous puissions mieux comprendre ces phénomènes et agir dessus. On apprend à nos élèves à gérer leur identité numérique, mais nous n'avons pas de module sur la gestion des dérappages. Nous réfléchissons à une journée de conférence à ce sujet. »

Dans les écoles, ces sujets sont déjà présents dans de nombreuses formations. Enseignements sur le genre, sensibilisation aux questions de sexisme et de discrimination, modules sur la gestion de la réputation numérique, interventions de Prenons la une, association qui milite pour « une juste représentation des femmes dans les médias et l'égalité professionnelle dans les rédactions »... Mais cela n'a pas forcément été une évidence. En 2014, la Conférence des écoles de journalisme, qui regroupe les quatorze établissements reconnus par la profession, s'était élevée contre la tentative d'introduire, dans le projet de loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes, l'obligation de dispenser un enseignement sur l'égalité des sexes et la lutte contre les stéréotypes sexistes, au nom de leur liberté pédagogique.

Quatre ans plus tard, leur « boîte à idées », la Conférence nationale des métiers du journalisme, a mis ces questions sur la table en y consacrant sa rencontre annuelle. Une initiative née notamment de l'engagement de cadres responsables d'écoles de journalisme, comme Pascale Colisson, responsable pédagogique à l'Institut pratique du journalisme Paris-Dauphine, chargée de la mission diversité, ou Sandy Montanola, enseignante-chercheuse et responsable du DUT de journalisme à Lannion. La réunion a engendré plusieurs initiatives, dont la nomination d'un référent sur ces questions dans chaque établissement. « Depuis le début de l'année, on a commencé à structurer nos actes », explique M^{me} Colisson.

« Il faut être humble »

Reste le terrain, plus sensible, de la gestion quotidienne des situations de harcèlement, notamment sexuel, que peuvent rencontrer les étudiants durant leurs études ou leurs stages. A Grenoble, depuis cette année, ou à Sciences Po, des cellules sur le harcèlement sexuel permettent aux élèves d'alerter sur de telles situations ou sur tout comportement inapproprié. Mais s'exprimer n'est pas toujours facile dans une profes-

sion où la concurrence est forte, avec peu de débouchés. « Ce qui peut être exacerbé en école, c'est la peur de la conséquence professionnelle de la dénonciation, surtout dans un petit milieu comme le journalisme », analyse Camille, l'un des membres du Collectif de lutte contre le harcèlement dans l'enseignement supérieur (Clasches).

« Il n'y a pas de raison que le journalisme fasse exception, il faut être extrêmement humble », déclare Cédric Rouquette, qui témoigne n'avoir encore jamais été confronté à des situations de harcèlement, depuis ses cinq années à la direction des études du Centre de formation des journalistes, à Paris. Seul un cas d'insulte à caractère raciste de la part de certains étudiants envers un autre, intervenu dans un groupe de discussion privé sur Messenger, a donné lieu à des suspensions plus ou moins longues de cinq d'entre eux.

En revanche, des jeunes femmes lui ont fait part de remarques sexistes ou de situations dans lesquelles elles se sont retrouvées mal à l'aise en entreprise. « Nous sommes intervenus auprès de trois ou quatre rédactions. Aucune n'a sous-estimé les choses », souligne le responsable. « Il a pu arriver que nous appelions des rédactions, abonde Alice Antheaume, directrice exécutive de l'école de

journalisme de Sciences Po. *Il n'est jamais simple de répondre à la question de ce qui est normal ou pas.* » A Lille, la directrice des études, Corinne Vanmerris, juge que « la parole des jeunes femmes se libère. En stage, nos étudiantes en parlent plus qu'avant. »

Néanmoins, certains estiment que le soutien de leurs écoles est insuffisant. Quand Marine, qui souhaite garder l'anonymat, a appelé sa direction pour évoquer la situation devenue « ingérable » dans la rédaction où elle était en apprentissage, ça a été la douche froide. « J'ai bien senti que le partenariat de l'école avec mon média était plus important que moi, rapporte-t-elle. J'ai expliqué que je vi-

vais un enfer, avec des humiliations permanentes, en raison de comportements déplacés. L'école m'a répondu que j'étais une femme journaliste, et que ces situations, j'allais y être confrontée tout le temps... »

Marine assure que plusieurs de ses amies se sont retrouvées dans des situations similaires. « Etre dans un milieu intellectuel et éduqué, identifié comme une sphère d'élite, ne protège aucunement des comportements sexistes ou du harcèlement sexuel », rappelle Camille, membre du Clasches. ■

FRANÇOIS BOUGON
ET CAMILLE STROMBONI